

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PIERRE INVESTISSEMENT 6

Société Civile De Placement Immobilier
Capital social : 22 003 200 €
Visa AMF SCPI n°07-31 du 27 novembre 2007
Siège social : 2, rue de la Paix - 75002 PARIS
RCS PARIS 500 632 138
Société en liquidation

Avis de convocation

Mesdames, Messieurs, les associés de la société civile de placement immobilier Pierre Investissement 6 sont convoqués en assemblée générale mixte le mercredi 25 juin 2025 à 14h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer de l'ordre du jour suivant :

RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR.**A titre ordinaire :**

- Rectification de l'erreur matérielle présente dans le texte de la sixième résolution mise au vote lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2024 ;
- Approbation des rapports de gestion, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ;
- Quitus à la société de gestion pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Quitus au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Approbation du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation de la valeur comptable de la société ;
- Approbation des valeurs de réalisation, de reconstitution de la société ;
- Fixation du montant des jetons de présence à allouer au conseil de surveillance pour 2025 ;
- Approbation du renouvellement de la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance » pour l'exercice clos au 31 décembre 2026 ;
- Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes ;
- Renouvellement des membres du conseil de surveillance ;
- Pouvoirs pour les formalités.

A titre extraordinaire :

- Mise en conformité des articles 16 et 31 des statuts avec l'article L 214-99 du Code Monétaire et Financier ;
- Pouvoirs pour les formalités.

RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR.**A titre ordinaire :**

- Résolution visant à modifier le budget 2025 de la SCPI ;

A titre extraordinaire :

- Résolution visant à laisser accès aux documents intéressant la SCPI PI6 : modification de l'article 19 des statuts ;

Il est rappelé l'importance pour les associés de participer à cette assemblée, qui ne peut valablement délibérer, sur première convocation, sur les résolutions à caractère ordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins le quart du capital social de la SCPI et sur les résolutions à caractère extraordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins la moitié du capital social de la SCPI.

Texte des résolutions

RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR,

A titre ordinaire :

Première résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, prend acte que la sixième résolution mise au vote lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2024 est affectée d'erreurs matérielles en tant qu'elle indique que : « L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 65 538 € est affecté au poste report à nouveau, ainsi que le résultat en attente d'affectation de -1 928 233 € des années antérieures, ramenant ainsi ce poste au montant déficitaire de 1 862 695 €. »

Afin de rectifier ces erreurs matérielles, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve la modification de la sixième résolution du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2024 (telle qu'elle figurait dans le rapport annuel 2023 portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2022), rédigée comme suit : « L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que la perte de l'exercice s'élevant à la somme de 605 403 € est affectée au poste report à nouveau, ainsi que le résultat en attente d'affectation de -909 376 € des années antérieures, ramenant ainsi ce poste au montant déficitaire de 2 533 637 €. »

Il est rappelé à l'assemblée générale que cette sixième résolution avait été adoptée.

Deuxième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, liquidateur, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, et approuve en conséquence les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

Troisième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve à la Société de gestion, liquidateur, pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Quatrième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Cinquième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L.214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conclusions desdits rapports et les conventions qui y sont mentionnées.

Sixième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, décide que le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 474 745 € est affecté au poste report à nouveau, ramenant ainsi ce poste au montant déficitaire de 2 533 636 € (1).

Bénéfice de l'année	474 745 €
Résultats antérieurs en attente d'affectation	(909 376 €)
Résultat 2023 en attente d'affectation	(605 403 €)
Résultat à affecter au 31/12/2024	-1 514 779 €
Poste « Report à nouveau » au 31/12/2024	-1 018 857 €
Affectation du solde au report à nouveau	-2 533 636 €

(1) Sous réserve d'approbation de la première résolution

Septième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve la valeur comptable de la société telle qu'elle figure au rapport de la Société de gestion, liquidateur, et s'élevant au 31 décembre 2024 à :

En €	Total 2024	Par part
Valeur comptable	3 511 509 €	1 021,38 €

Huitième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve les valeurs de réalisation et de reconstitution de la société telles qu'elles figurent au rapport de la Société de gestion, liquidateur, et s'élevant au 31 décembre 2024 à :

En €	Total 2024	Par part
Valeur de réalisation	3 511 509 €	1 021,38 €
Valeur de reconstitution	4 385 193 €	1 275,51 €

Neuvième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, liquidateur, fixe le montant global des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2025 à 3 600 €. Ce montant sera réparti entre chaque membre au prorata de sa présence effective aux réunions du conseil.

Dixième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide de renouveler la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance de SCPI » à souscrire auprès de la compagnie CHUBB pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2026, étant précisé qu'à titre informatif, le coût supporté par la SCPI s'est élevé à la somme de 1 600 € HT pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2025.

Onzième résolution - L'assemblée générale prend acte que le mandat du commissaire aux comptes titulaire, la société MAZARS, expirera à l'issue de l'assemblée générale de 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide de désigner SEFICO AUDIT 65 avenue Kleber, 75116 Paris, représentée par Monsieur Jean-Baptiste HERVET en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2031 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Douzième résolution - L'assemblée générale prend acte que les mandats des membres du conseil de surveillance expireront à l'issue de l'assemblée générale de 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le conseil de surveillance sortant est composé de la manière suivante :

- Madame Marie-Laure PELLOTIER (présidente) ;
- Monsieur Olivier BERNEZ ;
- Madame Catherine BERTHOL ;
- Monsieur Patrick HANS ;
- Monsieur Daniel LE DOUJET ;
- Monsieur Jean-Louis MICHARD ;
- Monsieur Marc OUTTIER.

Le conseil doit par conséquent être renouvelé dans son intégralité. Conformément à l'article 19 des statuts de la SCPI, il doit être composé de 7 membres au moins choisis parmi les associés.

Un appel à candidature a été adressé par la Société de gestion, liquidateur, à l'ensemble des associés par courrier en date du 18 février 2025.

Ainsi, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, nomme à la fonction de membre du conseil de surveillance les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de suffrages exprimés par les associés présents ou ayant voté par correspondance parmi la liste des candidats ci-dessous :

- Monsieur Alain GRAFTIEUX ;
- Monsieur Olivier BERNEZ ;
- Madame Catherine BERTHOL ;
- Madame Marie-Laure PELLOTIER

- Monsieur Marc OUTTIER ;
- Monsieur Jean-Louis MICHARD ;
- Monsieur Patrick HANS.

Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour une durée de trois ans, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2028 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Les membres du conseil de surveillance exerceront leurs fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires.

Treizième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

A titre extraordinaire :

Quatorzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance concernant la modification apportée par l'Ordonnance n° 2024-662 du 03 juillet 2024 en ce qu'elle a supprimé l'alinéa 2 de l'article L.214-99 du Code monétaire et financier qui disposait que : « Les statuts peuvent subordonner à son autorisation préalable [celle du conseil de surveillance] la conclusion des opérations qu'ils énumèrent. », décide de mettre les statuts en conformité avec cette nouvelle rédaction et approuve donc la suppression de toute autorisation préalable du conseil de surveillance aux opérations énumérées par les statuts.

En conséquence, les articles 16 et 31 des statuts sont respectivement modifiés de la manière suivante :

« Article 16 – Attributions et pouvoirs de la Société de gestion

(...)

— Il fait exécuter tous travaux et réparations qu'il estime utiles et en fait acquitter le prix y compris les frais ou honoraires qui leur sont liés.

— Il soumet à l'assemblée générale la vente et des biens immobiliers de la société ainsi que les conditions de prix.

(...). »

Le reste de l'article 16 demeure inchangé.

« Article 31 – Liquidation

Au cas où la durée de la Société ne serait pas prorogée, comme en cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par la Société de gestion en fonction, à laquelle il est adjoint, un ou plusieurs co-liquidateurs nommés par l'AG.

(...)

Tout l'actif social est réalisé par le ou les liquidateurs qui auront, à cet effet, les pouvoirs que leur confèrera l'A.G.

La vente des actifs immobiliers de la société (ou le cas échéant l'apport de ceux-ci) pourra intervenir au gré à gré ou aux enchères, en totalité, par immeubles ou par lots, au prix, charges et conditions jugés convenables par le liquidateur.

Le (ou les) liquidateur(s) touchera(ont) le prix de vente des actifs et est(sont) habilité(s) à donner ou requérir mainlevée de toute inscription, saisies, oppositions et autres empêchements, régler et acquitter le passif de la société et de donner désistements de tous droits de la société.

(...). »

Le reste de l'article 31 demeure inchangée.

Quinzième résolution - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION, LIQUIDATEUR.

A titre ordinaire :

Exposé des motifs

La SCPI doit faire face à plusieurs contentieux complexes sur le plan juridique et avec des enjeux financiers très importants.

Pour remplir pleinement sa mission, le Conseil de Surveillance considère qu'il va devoir engager des frais de conseil et d'expertise en vue d'initier ou de poursuivre les démarches qui s'imposent pour la défense des intérêts des associés, frais qui pourraient être supportés pour tout ou partie par la SCPI.

Seizième résolution - L'assemblée générale décide qu'une somme de 75 000 € sera inscrite au budget de la SCPI Pierre investissement 6 pour permettre au conseil de surveillance de solliciter toute consultation juridique, réaliser tout audit et/ou expertise, portant sur la gestion juridique, comptable, économique, financière et immobilière de la société SCPI Pierre Investissement 6, et ce dans l'intérêt de la société et afin de permettre au conseil de surveillance d'exécuter sa mission d'assistance et de contrôle de la société de gestion.

Dans le respect de l'objet et de l'affectation précisée ci-dessus, le conseil de surveillance pourra user de cette somme à sa convenance, et selon les règles prévues en matière de prise de décision au sein de cet organe. Il est par ailleurs signalé qu'un budget identique avait été approuvé et voté par l'AG 2023, et l'AG 2024, mais que ce budget n'a été utilisé ni sur 2023, ni sur 2024.

A titre extraordinaire :

Dix-septième résolution –

« Article 19 CONSEIL DE SURVEILLANCE

Mission

Le Conseil de Surveillance assiste la Société de Gestion et contrôle ses actes. A toute époque de l'année il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportun et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utile à l'accomplissement de sa mission ou demander à la Société de Gestion un rapport sur la situation de la société. »

Sera rajouté :

« Il est précisé dans ce cadre que chacun des membres du conseil de surveillance doit avoir un accès illimité et inconditionnel à tout document juridique, économique, financier et comptable intéressant la SCPI PI 6, avec la possibilité pour lui et pour un éventuel conseil mandaté par lui, de consulter à n'importe quel moment, mais sous réserve de prévenir 10 jours à l'avance la société de gestion, ces documents au siège social de la SCPI. »

Le reste de l'article 19 demeure inchangée.

Si le quorum n'était pas atteint, l'assemblée générale ne pourrait délibérer. Les associés seraient alors, de nouveau, convoqués pour le lundi 25 juillet 2025 à 10h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour de l'assemblée générale figurant ci-dessus.

La Société de gestion, liquidateur
Inter Gestion REIM